

## LES RECOMPOSITIONS SOCIO-SPATIALES DANS LA REGION DES GRANDS LACS.

Alain Cazenave— Piarrot  
Chercheur au CREPAO— UPPA

Si la géographie a pour objet les pratiques et les connaissances que les sociétés développent en créant leur territorialité à partir de l'espace, les lectures géographiques de l'après crise dans la RGL conduisent à la recension de toute une série de recompositions socio spatiales qui se déclinent au triple point de vue de l'organisation régionale, des infrastructures et des réseaux d'échanges, des mouvements de population.

Par RGL nous désignons l'espace qui s'organise autour des lacs Victoria et Tanganyika séparés par la crête Congo — Nil, se répartit du Kivu à l'ouest au Mont Elgon à l'est, du lac Albert au nord à la partie septentrionale du lac Tanganyika vers le sud. Au total, l'ensemble ainsi délimité s'étend de 2 ° 28 de latitude nord à 4 ° 30 de latitude sud, de 25 ° à 34 ° 35 de longitude ouest. Il couvre environ 550 000 km. Outre le Kivu qui relève pour le moment du Congo, la Région des Grands Lacs comprend le Burundi, le Rwanda, la pointe ouest du Kenya, le sud de l'Ouganda et le nord-ouest de la Tanzanie.

La problématique de cette communication vise à établir les incidences spatiales et multi scalaires des recompositions spatiales en RGL, résultante des différentes crises, mais aussi porteuses de problèmes nouveaux dans cet espace toujours instable.

### **1. Les recompositions spatiales au niveau de l'organisation régionale.**

Les reconfigurations spatiales dans la RGL, jouent au triple niveau des frontières, des cristallisations linguistiques et des coopérations transfrontalières.

#### **1.1. Frontières fixes et limites floues en RGL.**

Les frontières politiques actuelles de la RGL découlent du traité de Berlin signé en 1885, mais leur fonctionnement est toujours influencé par la situation pré — coloniale.

Le dispositif pré — colonial présentait trois grands royaumes structurés et influents : le Buganda, le Rwanda et le Burundi qui devaient constituer le cœur des trois pays actuels et de nombreux autres royaumes moins importants, surtout dans l'actuel Kivu. Tous commandaient des ensembles de chefferies. Ils fonctionnaient avec des limites floues, les espaces périphériques de leurs territoires se dilatant ou se rétractant au gré de l'évolution des rapports de force avec les voisins. La seule ouverture sur l'extérieur était la présence des swahilis zanzibarites.

L'arrivée des européens marque une rupture historique majeure. Elle s'accompagne de toute une série de crises qui assomment les sociétés de la RGL. Les armes à feu, les maladies amenées par les européens, les épizooties qui ruinent les cheptels, les famines qui en découlent, rendent impossible toute résistance frontale [Chrétien, 2003,190]. Ce choc majeur est à mettre en parallèle avec celui que connurent les sociétés précolombiennes après 1492. Mais il n'y eut pas de collision analogue à celle de Cajamarca quand le 16 novembre 1532, Pizarro fit prisonnier et exécuta l'empereur inca Atahualpa

**[Diamond, 2000, 67].** Les souverains et les grands chefs de la RGL, même s'ils durent composer, voire collaborer avec les nouveaux maîtres, conservèrent toujours une certaine latitude de manœuvre, car ils demeurèrent princes ou dirigeants.

Dès leur installation les européens s'affrontent. La lutte d'influence oppose dans la RGL les trois puissances que sont le Congo léopoldien, l'Angleterre et l'Allemagne. À ces oppositions s'ajoutent celles des missions catholique et protestantes. Les antagonismes sont régulés par le Congrès de Berlin. Les territoires qui devaient devenir la partie ouest du Kenya et le sud de l'Ouganda dépendraient de l'Angleterre et seraient soumis à l'*indirect rule*, le Burundi et le Rwanda, comme tous les espaces au sud de 1<sup>er</sup> degré de latitude sud sont attribués à l'Allemagne et constituent le « Far-West de la Deutsch Ost Afrika » (Chrétien), quant à l'actuel Kivu il constitue la partie orientale du Congo, attribué à titre personnel à Léopold, roi des Belges, avant de devenir colonie belge en 1904. Même si elle fut essentiellement « une affaire de Blancs », la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale, malgré la neutralité que prévoyait l'Acte de Berlin, entraîne toute une série de combats et de famines. Puis vient le dépeçage de la DOA en 1919, entre Belgique et Grande Bretagne, sous forme de mandats de la SDN, transformés en tutelle de l'ONU après 1945 **[Gahama, 2001, 37]**. Les indépendances, dans les années soixante, cristallisent les découpages coloniaux.

Mais les appartenances politiques et les clivages territoriaux antérieurs ressurgissent avec la crise actuelle. Ils placent le géographe dans l'alternative intellectuelle d'entériner l'existant, mais en figeant toute possibilité d'évolution ou de faire ressortir les divisions antérieures, mais au risque d'alimenter de nouveaux développement de la crise. Pointer ou ne pas pointer les enjeux territoriaux revient, dans tous les cas, à alimenter toute une série de contentieux. Le premier concerne les deux districts de l'actuelle Tanzanie, autrefois Gisaka et Bugufi, enlevés au Rwanda et au Burundi pour constituer un corridor permettant le passage du futur chemin de fer Le Caire — Le Cap, resté à l'état de projet, comme nous verrons. Ce transfert alimente toujours un certain irrédentisme que ce soit au Rwanda ou au Burundi. Lors des pourparlers de 1919, l'éventualité d'un rattachement du Rwanda à l'Ouganda, fut envisagée. De fait les relevés historiques montrent que le Rwanda, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, comportait tous les espaces s'étendant entre lac Kivu et lac Albert **[Prioul, 1981]**, même si cette appartenance était plus éminente que réelle, comme le montre, par ailleurs, l'actuel clivage rwandais qui affecte le quart nord-ouest de l'actuel pays, avec insubordination récurrente face au Mwami, puis face aux Allemands, jusqu'aux autorités actuelles. La possibilité d'un redécoupage territorial est à nouveau mise en avant par quelques milieux francophones, après la victoire du FPR de l'anglophone Paul Kagamé en 1994. L'actuel Kivu, morcelé en 11 royaumes avant la colonisation conserva une attitude résolument autonomiste face au pouvoir central qu'il soit colonial puis mobutiste. Ce comportement persévère dans les actuels conflits que ce soit face à Kinshasa ou aux interventionnismes ougandais et rwandais. Le mouvement des Banyamulenge, pasteurs d'origine rwandaise qui s'établirent à partir du 19<sup>ème</sup> siècle au sud ouest du lac Kivu **[Prioul, 1981]**, tout comme l'installation dans les années 1930 de rwandais au nord-ouest du lac où il étaient 30 000 au début des

années cinquante [ **Chrétien, 2003, 359**], contribuent aussi à brouiller les frontières telles qu'elles sont.

Dans tous les cas les tracés actuels sont remis en question par chacun des épisodes de la crise. Diagnostiquer, d'une part, que la RGL constitue « un monde plein » au point de vue démographique et d'autre part que les frontières qui la découpent peuvent être remises en question, peut ainsi légitimer des comportements expansionnistes.

### 1.2. Les nouvelles cristallisations linguistiques.

-Les langues pratiquées dans la RGL superposent à des langues vernaculaires , le swahili, l' anglais et le français.

-Les langues vernaculaires qui se désignent par les préfixes « ki » ( kirundi, kinyarawanda, ...), « lu » (luganda), ou « lin » appartiennent pour l'essentiel au groupe des langues bantoues à classes. Les langues vernaculaires sont celles pratiquées par les autochtones, essentiellement ruraux. Langue de communication et d'échanges, elles sont devenues langues officielles au Burundi et au Rwanda, au moment des indépendances. Ces langues servent aussi à désigner l'espace, elles fournissent l'essentiel des toponymes, hydronymes et oronymes de la

RGL.[<http://www.tlfg.ulaval.ca/AXL/afrique/ouganda.htm>]

-Le swahili, langue officielle au Kenya et en Tanzanie, est, en RGL, la langue des échanges et du commerce. Le swahili est la plus importante des langues bantoues en Afrique. Il est parlé par quelques 40 à 50 millions de personnes, non seulement au Kenya et en Tanzanie mais aussi à Zanzibar et aux Comores, sans oublier le Rwanda et le Burundi, le Congo-Kinshasa, la Zambie, la Somalie, l'Afrique du Sud et le Mozambique. Le swahili est une langue bantoue dans sa structure, à laquelle sont mêlés de nombreux mots venant de l'arabe et qui, avec une grande souplesse, peut intégrer des mots anglais, français, portugais, ....

-Les colonisateurs britannique, allemand et belge ont apporté leur propre langue : anglais, allemand, français et néerlandais. L'allemand a disparu lors du dépeçage de la DOA après les traités de 1919, le néerlandais, langue officielle en Belgique, n'a jamais été très pratiqué dans les colonies belges, reproduisant ainsi le statut de langue dominée qui était le sien en Belgique jusqu'au début des années 60. Français et de plus en plus anglais, comme nous verrons, dominent donc actuellement en RGL. En imposant leur langue, les colonisateurs ont souvent redésigné l'espace géographique en commençant par les toponymes, tout d'abord les noms des villes dont ils furent les fondateurs et de leur voirie urbaine ( odonymes). Les noms de villes, créés de toute pièce par les colonisateurs, firent largement appel aux noms des souverains et de leur famille (Astrida pour l'actuelle Kitega), des administrateurs coloniaux (Costermanville pour Bukavu), des militaires (Fort Portal en Ouganda). Si la plupart des oronymes ont conservé leur nom au niveau des massifs montagneux, quelques pics se sont vus attribuer des noms d'européens, comme dans le massif du Ruwenzori (120 km de long et 65 km de large) à cheval sur le Kivu Nord (RDC) et l'Ouganda. Le Ruwenzori a conservé son appellation locale mais les six montagnes qui le constituent, séparées par de profondes vallées ont des noms européens :

Baker, Emin, Gessi, Luigi di Savoya, Pseke et le Pic Margherita, point culminant à 5109 m, parfois appelé Pic Stanley, du nom du fameux voyageur américain de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Il en va de même pour les hydronymes fleuves, rivières ou lacs dont les appellations fluctuantes et éphémères, balancent entre dénomination indigène et dénomination allogène. Ainsi la Kagera fut un temps appelée Nil Alexandra [ **Reclus, 1888, 226**], du nom de la princesse de Galles, belle-fille de Victoria, même si l'appellation locale prévalut très rapidement. La même démarche européocentriste fait appeler Nil tout les appareils hydrographiques coulant vers le Nord, en référence au nom du fleuve en Egypte et à la civilisation pharaonique incluse comme source de la culture européenne depuis les découvertes de Champollion. Cette démarche de reformulation subsiste dans l'expression « Crête Congo- Nil ». Il en va de même pour les noms de lacs. Les notations des premiers voyageurs Burton, Speke, Stanley, Livingstone, désignent par Nyanza Keremé le lac qui devait devenir Victoria en hommage à la reine d'Angleterre. Le M'woutan N'zigé est devenu lac Albert, puis lac Mobutu, avant de retourner à son appellation coloniale.

La limite entre Afrique anglophone et Afrique francophone traverse la RGL. Elle se recristallise en faveur de l'anglais. Le français est langue officielle au Kivu, comme dans tout le Congo. Au Burundi, il partage ce statut avec le kirundi et au Rwanda avec le kinyarawanda.. L'anglais est langue officielle au Kenya, en Tanzanie et depuis 2000 au Rwanda, tandis qu'en Ouganda il est la seule, tant sont émietées les langues vernaculaires.

L'anglais et le swahili sont les langues dynamiques en RGL. L'anglais progresse au Rwanda, mais aussi au Burundi et dans le Nord Kivu. Langue officielle dans les colonies anglaises, l'anglais fut utilisée, en Ouganda mais aussi au Kenya et dans une moindre mesure en Tanzanie, comme «langue neutre» pour éviter les conflits ethniques, construire l'unité nationale et économiser les ressources. Au Rwanda l'anglais est la langue du nouveau président, Paul Kagamé qui a passé une bonne partie de son existence en Ouganda et ne parle pas le français. La promotion de l'anglais, comme langue officielle, marque la double volonté de se démarquer du régime antérieur, et de la politique française qui remet en cause la version du génocide avancée par l'actuel régime rwandais. Mais plus au fond l'anglais est dorénavant en RGL, la langue des églises évangéliques nord- américaines, de l'automobile, du football, de la radio et de la télévision satellite, du cinéma même indien, de l'informatique, du téléphone mobile et aussi de la référence à la citoyenneté souvent mise en avant par les ONG. Le swahili, quant à lui, est la langue véhiculaire du commerce, des échanges et s'il ne constitue pas la langue maternelle des populations, il est la seconde langue de nombreux locuteurs, surtout parmi les acteurs économiques les plus dynamiques.

La résultante de ces recristallisations linguistiques qui s'opèrent rapidement grâce aux médias et aux nouveaux moyens de communications que sont le fax et la téléphonie mobile, se marque particulièrement au Burundi. Ce pays inclut, depuis la rentrée scolaire 2006, l'anglais et le swahili dans les programmes d'enseignement dès l'école primaire. Il devrait résulter de ces évolutions l'émergence d'une langue créole, déjà largement entamée dans toute la RGL.

### 1.3. Les coopérations transfrontalières s'opèrent par le biais de l'EAC .

La RGL se recompose sous l'impulsion de l'EAC –Communauté est- africaine- fondée en 1999 sur l'héritage d'une première communauté est africaine créée en 1967 et dissoute en 1977. Les pays fondateurs de l'actuelle EAC sont le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie auxquels doivent s'adjoindre en juillet 2007 le Burundi et le Rwanda. L'EAC regroupe ainsi la totalité des espaces de la RGL sauf le Kivu, mais déborde largement à l'est. La région couvre 1.8 million de km<sup>2</sup> avec une population estimée en juillet 2005 à 100 millions d'habitants. Les trois pays sont relativement prospères comparés à leurs voisins déchirés par la guerre tels que la Somalie, le Congo- RD et le sud du Soudan.

L'EAC, dont le siège se situe à Arusha, constitue un puissant outil d'intégration régionale. Ses objectifs visent à constituer « une zone d'échanges et d'investissements grâce à l'harmonisation des normes, au démantèlement des obstacles à la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux » [<http://www.diplomatie.gouv.fr>]. Les réalisations ont vu la mise en place d'une union douanière à partir du 1er janvier 2005. Un protocole sur la libre circulation des personnes et la liberté d'établissement devait être mis en place en juin 2006. Après l'adhésion des deux nouveaux entrants prévue en juillet 2007, l'EAC se dirige vers la mise en place d'un marché commun, la création d'une monnaie unique (le shilling tanzanien) et, à terme, le lancement d'une fédération que les plus optimistes annoncent pour 2010.

L' EAC est la plus petite des organisations régionales africaines tant par son étendue, le nombre des états qui la composent et les effectifs de population ainsi regroupés. Mais par son exiguïté même elle peut plus efficacement porter des projets régionaux qui s'articulent pour l'essentiel autour du lac Victoria. Le Victoria couvre 69000 km<sup>2</sup>, il est la seconde réserve d'eau douce du monde après le lac Supérieur, il est aux sources du Nil Blanc qui en sort par d'impressionnantes cataractes ( Kabalega Falls). Les projets sont à la mesure des enjeux dans les domaines du développement durable, de la santé, de l'énergie et des transports. [[eac@eachq.org](mailto:eac@eachq.org)]. Les projets de l'EAC devraient trouver une pertinence accrue dans le cadre du NEPAD (*New Partnership for Africa's Development*).

## 2. Corridors d'infrastructures et réseaux d'échanges.

Les recompositions en RGL se marquent essentiellement au niveau des axes de transports. La logique Est- Ouest, massivement prédominante, entre le littoral de l'Océan Indien et des « intérieurs » plus ou moins lointains et enclavés, voit le corridor Nord prendre de plus en plus d'importance. L'alternative se trouvera éventuellement une polarisation nord- sud, avec mise en place de nouveaux corridors méridiens, utilisant les lacs Victoria et Tanganyika de nos jours notoirement sous-utilisés.

### 2.1. Parmi les corridors est- ouest, prédomine actuellement celui du Nord.

Par « corridors », nous désignons des espaces linéaires qui regroupent des moyens de communications, actuellement dominés par la route, jalonnés de villes, certaines comme Nairobi, nées du corridor lui-même, empruntant des « passages obligés » imposés par les conditions naturelles, principalement les mouvements du terrain : escarpements, défilés, ponts.

Les corridors est-ouest en RGL partent des ports de l'Océan Indien, principalement de Mombassa et Dar Es Salaam, mais aussi de Malindi et Lamu au Kenya, de Tanga en Tanzanie. Ces corridors sont actuellement dominés par les infrastructures routières, le plus souvent bitumées, mais furent structurés à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle par la construction des chemins de fer à voie métrique au départ de Mombassa et Dar Es Salaam. Le premier est le corridor Nord, essentiel pour la RGL. Il se dirige vers Nairobi et Kampala d'où ils se divise en deux branches vers Packwach au Nord- Est et Kasese à l'est. Le second part vers Kigoma sur le Tanganyika, avec, à Tabora, un embranchement vers Mwanza au nord, sur le Victoria. La route explose depuis une trentaine d'années avec le bitumage des axes principaux, parcourus par de nombreux camions, des autobus, des camionnettes/ taxis collectifs et quelques voitures particulières. Vers l'est ce corridor se divise en trois branches qui aboutissent à Bujumbura, Bukavu et Goma. L'avion, lignes intérieures et internationales, accentue le phénomène des corridors en le nouant sur les centres aéroportuaires. Enfin les corridors énergétiques, en RGL, essentiellement les lignes électriques au départ des centrales hydroélectriques et thermiques, sont moins polarisés est-ouest que les précédentes infrastructures.

L'économie de la RGL s'arrime au corridor Nord qui représente, en RGL comme dans son secteur est- africain vers Nakuru et Nairobi et plus à l'est Mombassa, de fortes concentrations d'activités industrielles, tertiaires, agro-alimentaires dont le développement est lié à l'agglomération. Ici, pour la seule RGL, les pôles sont Kisumu, Jinja, Kampala/ Port Bell, Mbabara, Kabale, Kigali, Bujumbura. La combinaison de plusieurs infrastructures de transports permet d'amplifier les effets d'agglomération et d'associer plusieurs pôles qui devraient fonctionner de plus en plus en complémentarité. La route prend aujourd'hui une importance accrue d'une part en terme de souplesse, d'autre part avec le développement des industries et activités liées au développement des villes, comme nous verrons. Le rail a longtemps décliné dans le temps long des 30 dernières années du siècle passé, mais ses performances en terme de capacité, de transport de pondéreux, de vrac, de conteneurs, d'économie d'énergie et de lutte contre l'effet de serre le replacent dans la compétition. Les projets NEPAD/ Banque mondiale ont dorénavant une dimension ferroviaire, avec pour commencer une modernisation des tracés existants. Le corridor Nord de la RGL, prolongement du corridor Mombassa-Nairobi est en cours de structuration. Il est comparable, pour les seuls espaces du Sud, à ceux qui se sont mis en place au Brésil, en Chine entre Hong Kong et Guangzhou, en Afrique australe entre Johannesburg et Maputo.

Le corridor Nord est « un corridor d'intégration » [MAE, 2006] dans la mesure où un ou plusieurs moyens de transport conjuguent leurs effets pour accroître les flux commerciaux, intégrer les territoires traversés, accueillir de nouvelles activités industrielles ou de services, intégrer l' agriculture,

le tout dans une dimension transfrontalière. Ce corridor implique des acteurs variés du supra national au local. Toutefois l'échelle supranationale apparaît ici essentielle, avec d'une part les institutions dites Régionales que sont le NEPAD et surtout l'EAC, d'autre part des bailleurs de niveau mondial ou continental, ici Banque Mondiale ou Banque pour le Développement de l'Afrique Centrale.

## 2.2.L'axe du Tanganyika et le « Westwall congolais ».

Les axes nord- sud en terme de voies de communications sont partiels ou à peine ébauchés dans la RGL qui d'autre part se heurte à une rupture majeure vers l'ouest.

Les deux axes nord-sud sont ceux du Victoria et du Tanganyika, ils compensent partiellement le projet d'axe ferroviaire transafricain Le Caire- Le Cap, échafaudé par Cecil Rhodes, matérialisé en RGL par la mise en réserve par les britanniques du corridor Gisaga- Bugufi, lors du dépeçage de la DOA en 1919, actuellement en Tanzanie. Ce projet ne fut jamais finalisé, même si on le retrouve dans les cartons du NEPAD ou fantasmé dans quelques bandes dessinées [ **Bilal E. 1992, 13**].

Le lac Victoria est parcouru par une ligne de ferries entre au Kisumu ou Jinja au nord et Mwanza en Tanzanie qui assure des correspondances avec le chemin de fer venu de Tabora et les routes.

Le lac Tanganyika qui fait 650 km. du nord au sud, échappe à la RGL pour la majeure partie de son étendue et ne s'y rattache que par son extrémité septentrionale. Dès l'époque pré-coloniale, il fut une voie de communication méridienne aussi bien pour les commerçants zanzibarites à partir d'Ujiji, que pour les Babembés. L'arrivée du chemin de fer de fer à Kigoma à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, permet de desservir par le lac à la fois le Burundi via Bujumbura et le Kivu via Uvira. Mais cette desserte méridienne se continue difficilement au Nord du Tanganyika vers le Kivu. Les routes franchissent avec peine la barre montagneuse qui permet d'accéder à Bukavu/ Cyangugu. Un chemin de fer fut bien commencé durant l'entredeux guerres dans la partie congolaise de la Rusizi, mais la construction s'est arrêtée au pied des montagnes, devant les gorges de la Rusizi. La construction d'une route asphaltée dans les années cinquante entre Bujumbura et Bukavu, vers Kisangani, enterre ce chantier ferroviaire, sans toutefois déboucher sur la construction complète de l'axe qui s'arrête toujours au kilomètre 110, à l'est de Bukavu. L'axe du Tanganyika constitua longtemps le principal axe d'approvisionnement de Bujumbura. Il a perdu de son importance avec la crise régionale, les troubles au Congo et la guerre civile au Burundi qui rendirent peu sûre la voie lacustre. Le retour à la normale au Burundi et au Kivu Sud donnent un regain d'activité à cet axe d'échange entre Burundi et Tanzanie d'une part, Burundi et Congo de l'Est d'autre part, dans des volumes qui restent malaisés à quantifier à cause de la contrebande [ **Ngendanzi E. 2004**]. Toutefois le dynamisme du corridor Nord est dorénavant affirmé, d'autant que la baisse sensible du niveau des eaux du lac Tanganyika, oblige à recalibrer les installations portuaires, au prix de travaux onéreux.

Vers l'est les infrastructures se heurtent au « westwall » congolais. La double barrière montagneuse puis forestière du Kivu interrompt les relations terrestres à petite et grande échelle. Nous avons signalé que la route vers Kisangani s'arrête au km. 110. Au delà elle devient une piste,

impraticable en saison des pluies. A grande échelle, rares sont les pistes qui permettent de franchir la barrière des monts Mutumba. Toute ouverture ou opération d'entretien menée par les ONG qui pallient ici la déficience des pouvoirs publics constituent un progrès économique et même démocratique dans la mesure où elle favorisent le brassage des gens et permettent de contrôler les bandes armées. **[Déo Namijimbo, 2007]**. Il existe au Kivu un hiatus dans les voies de communications vers l'ouest du Congo. Il le sépare de fait du reste du pays et l'inclut dialectiquement dans l'espace de la RGL. Les contraintes de l'espace se trouvant ici renforcées par les aléas de la situation politique congolaise.

### 2.3. Dans tous les cas les options transfrontalières déterminent les recompositions des réseaux et des échanges.

L'enclavement de la RGL par rapport à la mer, dans notre début de siècle caractérisé par la maritimisation des activités d'échanges, contraint chacun des pays qui la constituent à choisir des options transfrontalières.

Les projets d'infrastructures vont dans ce sens comme celui de la construction d'une plate forme aéroportuaire commune au Burundi et au Rwanda. Elle se situera aux confins orientaux communs des deux pays, devrait être reliée par des voies rapides aux principales villes proches : Gitega, Bujumbura au Burundi, Butare et surtout Kigali au Rwanda, dont les possibilités d'extension de l'aéroport sont sévèrement limitées par les contraintes topographiques.

Au domaine des infrastructures s'ajoutent les créations de parcs naturels transfrontaliers en lieu et place d'anciens glacis géopolitiques, sur le modèle des *Transfrontier Peace Parks* d'Afrique australe. Il s'agit à partir d'un ensemble discontinu d'aires protégées en position frontalière, de constituer de vastes parcs intégrés dont la gestion relève du partenariat international pour la préservation de la nature et pour le développement du tourisme. Seraient ainsi concernés les parcs Rwandais de la Kagera, burundais du lac Cohoha, tanzanien des monts Udzungwa, les parcs congolais et ougandais autour du Ruwenzori et de la Semliki, les Parcs congolais et rwandais des volcans des Virunga et du Kahuzi-Biega.

## 3. Des populations en mouvement.

Sous des aspects d'immuabilité rurale, les mouvements de population sont nombreux en RGL, impulsés par une démographie très dynamique, une masse importante de réfugiés et des villes en croissance.

### 3.1. Une démographie explosée.

La population croît à cause d'une très importante natalité. Les estimations pour 2002 indiquent des taux de natalité parmi les plus élevés du monde avec 46,3 p. 1000 en Ouganda, 40,6 au Burundi, 39 en Tanzanie, 34,78 au Rwanda. Dans l'autre plateau de la balance, les taux de mortalité sont également très forts avec 16,4 p.1000 au Burundi, 16,6 en Ouganda, 17,4 en Tanzanie, 20,9 au Rwanda pour la même année. Les taux de mortalité infantile sont aussi très élevés avec 120 p. 1000 au Rwanda, 118 au Burundi, 102 en Tanzanie et 86,1 en Ouganda. La pandémie du SIDA affecte une

bonne partie de la population : 5% en Ouganda, 7.8% en Tanzanie, 11.2% au Rwanda, 11.3% au Burundi en 2000. Enfin les troubles, guerres et massacres ont augmenté la mortalité, soit directement avec le million de morts du génocide rwandais en 1994, les 300 000- 400 000 morts de la guerre civile burundaise à partir de 1993, soit indirectement avec la malnutrition, les maladies, les privations de toutes sortes. Dès lors l'espérance- vie est très courte : 41 ans au Burundi, 42 au Rwanda, 44 en Tanzanie et 45 en Ouganda. Malgré ces dramatiques érosions biologiques, le solde reste largement positif, avec une impétuosité de la croissance qui se marque par la jeunesse des populations.

### 3.2. Les réfugiés, détonateurs démographiques.

Le problème des réfugiés est imbriqué dans celui des frontières comme nous l'avons vu. Au Nord du Tanganyika, on trouve des réfugiés de tous les états, dans tous les états. Il s'agit de situations très fluctuantes.

Les réfugiés concernaient en 2006, essentiellement le Burundi comme pays émetteur et la Tanzanie comme pays d'accueil. Il y a environ 200 000 réfugiés burundais dans les camps de réfugiés Hutus Burundais proches de la frontière en Tanzanie [<http://www.burundirealite.org>]. Celle-ci les renvoie par groupes de 500 — 600, parfois sans ménagements alors que certains vivent là depuis 1972 et y ont fait souche. Depuis le début 2006, 4300 réfugiés burundais sont rentrés de Tanzanie et du Congo. 50 000 devraient l'être d'ici la fin de l'année. [<http://www.irinews>]. Le processus de réinsertion, basé sur « les 3 R de retour, réconciliation, reconstruction » [Thibon, 2004, 729] est d'autant plus malaisé à mettre en œuvre que l'*itongo* abandonné par les partants est depuis belle lurette repris par d'autres, le plus souvent des voisins. En attendant les rapatriés sont installés dans des camps, proche des centres administratifs. Est-ce le début d'une « villagisation » dans ce pays qui n'avait pas de villages ? Le même processus de regroupement s'est opéré partiellement au Rwanda lors du retour d'une bonne partie des 2 millions de réfugiés Hutus au Kivu qui avaient fui leur colline après le génocide des Tutsis et après la victoire du FPR [Braeckman, 2003, 211].

Mais on trouve aussi des réfugiés Banyamulunge congolais au Burundi, des Hutus rwandais au Congo et depuis le printemps 2006 dans le nord du Burundi. Ceux-ci fuient leur pays par crainte d'inculpations lors des procès « *gashasha* »<sup>1</sup> et de représailles. En mai 2006, ils étaient entre 7 et 8000 regroupés au camp de Sangore à 20 km de la frontière [ [www.msf.org](http://www.msf.org) ], 15 000 environ dispersés dans l'espace burundais, en arrière de la frontière.

### 3.3. Des villes en croissance : Déversoir ou nouveaux fronts pionniers.

---

<sup>1</sup> Littéralement : gazon. Procès populaires menés au Rwanda pour juger des crimes et/ou méfaits de classe 2 et 3, commis pendant le génocide et libérer ainsi les tribunaux encombrés. Il s'agit de réunions en plein air, le plus souvent dans une prairie, d'où leur nom, qui regroupent au minimum 100 personnes. Les prévenus doivent s'expliquer et sont jugés par leurs pairs. La régulation vient du fait que chacun peut être dénoncé et jugé à son tour par les condamnés précédents. Chaque décision est entérinée par un magistrat professionnel. Risques évidents de dérapages, car l'accusation est toujours à charge, mais rapidité, consensualisme et pardon.

Les villes de la Région des Grands Lacs connaissent une croissance soutenue [Calas ;2001]. Elle n'est cependant pas comparable à celle d'autres régions de l'Afrique subsaharienne [Vennetier ; 1994]. C'est ainsi que pour la période 1991 — 2002, la population est passée de 236 334 à 319 098 habitants à Bujumbura, de 192 733 à 322 734 à Kisumu, de 172 280 à 209 806 à Mwanza, mais a explosé de 774 441 à 1 208 544 à Kampala et de 232 733 à 608 141 habitants à Kigali ! La croissance urbaine redéfinit à la fois l'assiette rurale et les champs de polarisation de la Région des Grands Lacs selon des modalités particulières. Tout d'abord la croissance urbaine est ici empâtée dans une croissance généralisée de la population ce qui ne creuse pas de différentiel entre villes qui s'accroissent et campagnes qui se vident au profit de celles-ci comme bien souvent en Afrique sub — saharienne. Par ailleurs villes et campagnes de la Région des Grands Lacs vivent en étroite symbiose grâce à d'importants mouvements pendulaires quotidiens de population qui vient chaque matin apporter le ravitaillement, travailler dans les ateliers, les quelques industries et les nombreux services, même si pour beaucoup ces activités relèvent de l'économie informelle. Ainsi Bujumbura dont la population est estimée à quelques 320 000 habitants accueille au petit matin une importante population migrante qui augmente d'environ 30 % l'effectif de population pendant la journée avant de se retirer en fin d'après midi. L'aire de résidence s'étend à 15 — 20 km de la ville dans les campagnes très peuplées de la province justement dénommée Bujumbura — rural. Les migrants viennent à bord de camionnettes dénommées *tanu— tanu*, mais aussi en bicyclette, et le plus souvent à pied, dans un flot impressionnant. Le même phénomène se reproduit autour de Kampala, largement approvisionnée par les campagnes peuplées de l'Ankole [Calas, 1999] et à Kigali, d'autant plus amplifié que l'ordre règne désormais au Rwanda. Cette symbiose villes — campagnes où les limites urbain— rural s'estompent et se recomposent, doit servir de base à des modèles de développement urbain à venir qui, dans une nécessaire prospective, constituent une voie pour sortir la Région des Grands Lacs des problèmes qui l'affectent. Le développement d'industries agroalimentaires (conserves, jus de fruits, surgelés) s'approvisionnant dans les campagnes de la Région, d'artisanat voire de petite industrie, d'infrastructures hôtelières en ville pour un tourisme de trekking dans ces campagnes aux paysages ruraux d'une grande beauté, car vivants et bruisant d'une vie que n'offrent plus les campagnes d'agriculture technicienne, constituent autant de vecteurs de développement rural associé à celui des villes.

#### OUEBOGRAPHIE UTILISE.

<http://www.tlfq.ulaval.ca/AXL/afrique/ouganda.htm>

<http://www.diplomatie.gouv.fr>

<http://www.burundirealite.org>.

<http://www.msf.org>

[eac@eachq.org](mailto:eac@eachq.org)

### BIBLIOGRAPHIE CITEE.

- Bilal Enki, Froid Equateur, Ed. Casterman, 1992.
- Calas, 2001. Elargir l'horizon ! Approches de l'Afrique orientale à partir de ses villes. Habilitation à diriger des recherches. Université de Bordeaux3. 262 p.
- Calas, 1999. Les paradoxes des rapports villes — campagnes à travers l'analyse du ravitaillement kampalais. In Chaléard J.& Dubresson (dirs), Villes et campagnes dans les pays du Sud. Ed Karthala. Paris.
- Chrétien, 2003. L'Afrique des Grands Lacs : deux mille ans d'histoire. Coll. Champs. Ed. Flammarion. Paris. 411 p.
- Déo Namijimbo. Sud Kivu. À Minembwe, les Banyamulenge ne sont pas seuls. Syfia— Grands Lacs. 19-04-2007.
- Diamond, 2000. De l'inégalité parmi les sociétés. Ed. Gallimard. Paris. 484 p.
- Gahama, 2001. Le Burundi sous administration belge : la période du mandat : 1919 — 1939. Ed Khartala. Paris. 467 p.
- MAE, 2006. Etude comparée des politiques d'aménagement du territoire et de développement régional dans les pays du Sud. Série « Etudes ». Direction Générale de la Coopération internationale et du développement.
- Ngendanzi E. Burundi— Tanzanie. La reprise des échanges réjouit les populations frontalières. Syfia— Grands Lacs. 21-10-2004.
- Prioul & Sirven Pierre, 1981. Atlas du Rwanda. Ed Ministère de la Coopération.
- Reclus, 1888. Nouvelle géographie universelle. La terre et les hommes. XIII. L'Afrique méridionale. Paris. Ed. Hachette. 1888. 878 p.
- Vennetier, 1994 (dir.). Villes africaines, activités et structures. Ed CEGET, coll. Espaces tropicaux. 222 p.